

Perception publique de l'immigration et discours médiatique

Jérôme HÉRICOURT & Gilles SPIELVOGEL

L'élaboration des politiques migratoires dépend de plus en plus d'une opinion publique elle-même souvent influencée par les croyances et la nature de l'exposition médiatique. Un débat serein sur ces politiques exige un traitement médiatique objectif et approfondi des problématiques économiques et sociales liées à l'immigration.

L'accroissement des flux migratoires vers les pays développés au cours des vingt dernières années a transformé, du moins jusqu'à une période très récente, plusieurs pays européens d'émigration en pays d'immigration (l'Espagne, l'Italie, l'Irlande, le Portugal, ou la Grèce par exemple). Dans le même temps, la configuration même de ces flux migratoires s'est profondément modifiée, qu'il s'agisse de la diversification des pays d'origine des immigrés que des types de migration. À l'échelle nationale, la conception et la mise en œuvre des politiques migratoires et d'intégration ont été rendues d'autant plus complexes qu'elles doivent désormais tenir compte de la place croissante prise par la politique commune d'immigration au niveau européen.

L'élaboration des politiques migratoires est le résultat d'un processus complexe, dans lequel l'opinion publique joue un rôle essentiel. Les conditions économiques relativement favorables et la diminution du chômage au cours des années ayant précédé la crise actuelle avaient sensiblement réduit l'influence des opinions défavorables à l'immigration de travail, ainsi que les manifestations de ces opinions négatives dans un grand nombre de pays développés. Cependant, la dégradation continue de la situation économique depuis la Grande Récession de 2008-2009 a ravivé l'opposition à l'immigration et les sentiments anti-immigrés. Dans les années qui viennent, la gestion de ces sources potentielles de tensions sociales va constituer un défi important pour les gouvernements des pays développés (et particulièrement ceux de l'Union européenne), alors même que le vieillissement démographique rendrait souhaitable un recours croissant à l'immigration de travail. Dans ce contexte, une meilleure compréhension des mécanismes de formation de l'opinion publique concernant l'immigration permettrait de faire face à un éventuel regain des opinions hostiles aux immigrés et à l'immigration, et aux tensions que celui-ci pourrait susciter.

Définir la notion d'opinion publique

La question de l'opinion publique traverse les frontières de plusieurs disciplines des sciences sociales, notamment la science politique et la sociologie, et de façon plus indirecte, l'économie. Chacun de ces champs disciplinaires privilégie naturellement les dimensions du concept d'opinion publique qui sont les plus proches de ses problématiques, et il n'existe pas de définition unique de ce qu'est l'opinion publique. La science politique s'intéresse au rôle de l'opinion publique dans le système politique et dans l'élaboration des politiques publiques.

Elle associe donc généralement l'opinion publique à l'agrégation des opinions individuelles sur une question donnée d'intérêt public, appréhendées notamment au travers d'enquêtes. En sociologie, l'opinion publique est davantage perçue comme le produit d'une discussion publique : l'opinion publique se manifeste dans le processus même d'interaction entre les participants à ce débat, mais demeure irréductible aux positions individuelles exprimées dans ce cadre.

L'appréhension de l'opinion publique comme agrégation des opinions individuelles se prête à une interprétation de la formation de ces dernières comme le résultat de choix rationnels effectués par les individus. En revanche, l'approche « sociologique » insiste sur le rôle de l'opinion publique comme instrument de contrôle social, au sens où sa manifestation est perçue comme l'aboutissement d'un processus de recherche de consensus.

Le recours aux enquêtes d'opinion afin de caractériser et analyser l'opinion publique sur une large palette de sujets de société est une pratique courante. De façon générale, un certain nombre de questions préétablies sont posées à un échantillon représentatif d'individus, la définition *a priori* et le nombre limité des réponses possibles permettent alors d'obtenir une représentation de la distribution des opinions dans la population. Les modalités majoritaires sont généralement présentées comme l'expression plus ou moins précise de l'opinion majoritaire et plus généralement de la « volonté populaire ».

De nombreux travaux en économie et en sciences politiques analysent donc les opinions individuelles en matière d'immigration et de politiques migratoires en utilisant des données d'enquête de ce type. Ces analyses s'intéressent notamment au rôle joué par les perceptions de l'impact économique de l'immigration, et aux répercussions de cette dernière sur les modes de vie des populations locales (Mayda, 2006; Sides et Citrin, 2007; Hainmueller Hiscox, 2007; Card et al., 2012). Sur le plan méthodologique, ces études mesurent la corrélation entre le niveau d'acceptation de l'immigration et certaines caractéristiques individuelles (comme l'âge, le genre, le niveau d'éducation, etc.) de façon à mettre en évidence le rôle éventuel de certains déterminants économiques ou socio-culturels de l'opinion sur les migrations.

L'impact économique potentiel de l'immigration

Concernant la dimension économique de l'impact de l'immigration, la recherche en sciences sociales s'est principalement concentrée sur deux aspects majeurs. Le premier concerne l'impact de l'immigration sur le marché du travail national, tandis que le second porte sur l'impact des nouveaux arrivants sur les finances publiques et les systèmes de protection sociale.

L'arrivée d'immigrés sur le marché du travail national peut être perçue par les actifs locaux comme une concurrence pour l'attribution des emplois disponibles. Toutes les tâches ne sont pas identiques ; elles réclament par conséquent des travailleurs avec des niveaux de qualifications différents, qui ne peuvent se substituer qu'imparfaitement les uns aux autres. Dès lors, la structure de qualification des immigrés est déterminante afin d'appréhender l'impact potentiel de l'immigration sur le marché du travail. Les travailleurs peu qualifiés locaux sont en concurrence avec les travailleurs immigrés peu qualifiés, de même que les travailleurs locaux très qualifiés doivent affronter la concurrence des travailleurs étrangers très qualifiés. Les opinions individuelles des résidents sur l'immigration dépendront donc de leur niveau de qualification mais également des caractéristiques de la politique migratoire,

selon que cette dernière privilégiera ou non un certain niveau de qualification. On notera toutefois que les études empiriques sur le sujet concluent à un impact faible ou inexistant de l'immigration sur les salaires des travailleurs autochtones (voir notamment Borjas, 2003, Manacorda et al., 2012 ou Ottaviano et Peri, 2012).

S'agissant maintenant de l'impact supposé sur les finances publiques, l'immigration est susceptible d'avoir deux effets contradictoires. D'une part, l'afflux d'immigrants, de préférence moyennement ou hautement qualifiés, peut constituer une réponse adéquate aux problèmes croissants de financement des systèmes de retraite par répartition dans les pays développés. Mais d'autre part, des immigrés peu qualifiés accompagnés de leurs familles peuvent devenir bénéficiaires nets du système de protection sociale, au travers des assurances maladie et chômage, ou du système d'allocations familiales. Dans cette optique, l'immigration aggrave le problème du financement des systèmes de redistribution au lieu d'y répondre. Là encore, il n'y a pas de consensus en faveur de l'un ou l'autre de ces deux effets, et les études concluent généralement à un impact négligeable ou minime de l'immigration sur les finances publiques (Rowthorn, 2008 ou Dustmann et al., 2012).

Perceptions subjectives et facteurs socioculturels

Les préférences individuelles en matière d'immigration semblent toutefois dépendre davantage de la perception *subjective* des effets de l'immigration que de l'évaluation *objective* de ces derniers. Concernant l'impact sur le marché du travail par exemple, c'est davantage la crainte de la concurrence qui influence l'opinion des travailleurs locaux concernant l'immigration que l'existence d'un impact réel (minime, comme nous l'avons indiqué plus haut). En effet, selon l'enquête *European Social Survey* (ESS) de 2002, près de 40% des européens sont convaincus de l'impact négatif de l'immigration sur les salaires.

Par ailleurs, les préférences en matière d'immigration sont également tributaires de facteurs politiques et culturels reflétant un certain niveau de conservatisme, le degré d'attachement à une certaine forme d'identité nationale, voire à l'extrême, l'expression de sentiments xénophobes envers les immigrants. La plupart des études académiques cherchant à mettre en évidence séparément le rôle des facteurs économiques d'un côté, politiques et culturels de l'autre, sont confrontés à la difficulté d'inscrire clairement le niveau d'éducation dans l'une ou l'autre de ces dimensions. Comme le montrent Hainmueller et Hiscox (2007) pour les pays de l'Union européenne (ESS, 2002), si le niveau d'éducation est un déterminant clé de l'opinion individuelle en matière d'immigration, cette relation ne s'exerce pas seulement au travers d'une crainte de la concurrence des immigrés sur le marché du travail, mais reflète également des différences de valeurs culturelles. En effet, la relation entre le niveau d'éducation et l'opinion vis-à-vis de l'immigration ne dépend pas de l'origine des immigrés et donc de leur niveau d'éducation supposé : quelle que soit l'origine des immigrés, les individus plus éduqués sont toujours plus favorables à l'immigration. Ce résultat va clairement à l'encontre des prédictions des modèles théoriques liant l'opinion sur l'immigration à l'exposition à la concurrence des immigrés sur le marché du travail. Les individus les plus éduqués sont significativement plus attachés à la diversité culturelle que les autres. Ils sont également plus enclins à croire aux bénéfices économiques de l'immigration. De fait, les facteurs influençant les préférences individuelles en matière de politique migratoire et ceux déterminant les perceptions individuelles (en d'autres termes, les croyances) des effets de l'immigration sont très similaires. Le rôle de ces perceptions est donc essentiel, dans la mesure où elles façonnent à la fois le champ politique et l'opinion publique envers l'immigration.

Plusieurs études (par exemple, Esses *et al.*, 1998, 2001) soulignent notamment que les relations entre les nationaux et les immigrés sont perçues par beaucoup comme un *jeu à somme nulle* dans un contexte de compétition pour des ressources limitées : si les immigrés obtiennent davantage, les nationaux ont forcément moins. Fortement enracinée, cette croyance peut expliquer une part significative des attitudes hostiles envers l'immigration et envers toute forme de solidarité avec les immigrants : toute politique publique de soutien à l'intégration et à la réussite économique des immigrés est en effet perçue comme une spoliation par les nationaux. Si les immigrés sont appréhendés comme des concurrents potentiels pour l'acquisition de ressources rares, leur venir en aide ou laisser croître leur nombre ne peut qu'aboutir à un renforcement de leur « pouvoir de marché ». À cet égard, il apparaît que la notion de « préjugé ethnique » joue finalement un rôle assez marginal dans la détermination des attitudes envers l'immigration. C'est véritablement la concurrence intergroupe pour des ressources limitées dans le cadre d'un jeu à somme nulle qui constitue le cadre de référence dans lequel se forment les opinions publiques. Ces mêmes travaux montrent par la suite que l'on peut modifier l'opinion des individus vis-à-vis de l'immigration à l'aide de discours et politiques publiques élargissant d'une part la notion d'identité nationale, et cherchant d'autre part à invalider cette croyance d'un jeu à somme nulle. Ceci peut s'interpréter comme une nécessité de formation, ou d'éducation, de l'opinion publique, ce qui renvoie à la problématique de l'impact des formes et du contenu des discours publics. Il apparaît dès lors que la façon dont les questions de politique migratoires sont abordées et débattues dans l'arène publique et dans les médias constitue un déterminant essentiel de la formation des croyances.

Le rôle des médias

La question de l'influence des médias sur l'opinion publique est l'objet de nombreuses recherches en sciences politiques et en sociologie. Un consensus s'est ainsi formé pour reconnaître l'impact homogénéisateur des médias vis-à-vis de l'opinion publique, entraînant de ce fait un affaiblissement des clivages ethniques, géographiques et socio-économiques (Shaw et Martin, 1992 ; Mendelsohn et Nadeau, 1996). Dans ce contexte, les questions liées à la couverture médiatique de l'immigration et de la politique migratoire ont été à l'origine de nombreuses recherches depuis le début des années 1970.

Un grand nombre d'analyses soulignent que la part croissante des recettes publicitaires dans les revenus des grands médias et la concurrence accrue pour l'audience ont pu conduire ces derniers à privilégier une approche sensationnaliste du phénomène, contribuant à sa perception négative par la population (Benson, 2002 ; Benson et Saguy, 2005). D'autres travaux décrivent les conséquences sur l'opinion publique du positionnement des médias sur la question de l'immigration. Akdenizili *et al.* (2008) analysent la couverture médiatique du phénomène aux États-Unis à partir de 1980. Ils mettent en évidence une radicalisation sans précédent de l'opinion publique américaine sur l'immigration. La défiance semble avoir atteint un paroxysme lors des débats des années 2006 et 2007 concernant la proposition de réforme de la politique migratoire américaine, rendant ainsi très difficile l'émergence d'un compromis politique au Congrès. L'étude souligne l'influence néfaste de la fragmentation croissante du secteur des médias aux États-Unis, marquée par le déclin d'audience de la presse écrite et des journaux télévisés nationaux du soir, au profit des chaînes câblées, des émissions radiophoniques de débat, et d'Internet. La concurrence accrue pour l'audience a conduit les médias, anciens et nouveaux, à accentuer la couverture de sujets concernant les difficultés économiques et sociales. Ainsi, les médias se focalisent sur

l'immigration lorsque celle-ci est associée aux problèmes de criminalité, de crise économique ou de controverse politique violente.

Dans une analyse qualitative du contenu des principaux quotidiens nationaux, plus épisodiquement de la presse hebdomadaire et des médias télévisés, Tsoukala (2002) souligne la criminalisation de l'immigration dans les discours médiatiques en France, en Allemagne, en Italie et en Grèce dans les années 1990. L'auteure considère que les médias, « loin de refléter la réalité, structurent *une* réalité qui finit par influencer, à des degrés divers, la formation de l'opinion publique ». Celle-ci « tend alors à être déterminée par le cadre d'interprétation idéologique fourni par les médias ». La couverture médiatique de l'immigration légitime un discours général associant la délinquance, l'immigration, et les violences urbaines. À partir de données d'enquêtes aux États-Unis, Facchini et al. (2009) montrent que, en plus des déterminants économiques habituels (liés au marché du travail et à la protection sociale), l'exposition médiatique apparaît comme un déterminant significatif de l'opinion publique vis-à-vis de l'immigration irrégulière.

Dans une recherche récente (Héricourt et Spielvogel, 2012) basée sur cinq cycles de collecte de données du *European Social Survey* entre 2002 et 2010, nous soulignons à la fois le rôle majeur des croyances concernant l'impact économique de l'immigration et celui de l'exposition médiatique dans la formation des préférences en matière de politique migratoire. Une partie de l'influence des déterminants socioéconomiques traditionnels (âge, genre, éducation, etc.) sur ces dernières semble en fait transiter par les croyances. En outre, tant le *type* de média (télévision, radio ou presse écrite) que le *contenu* (actualités et débats politiques *versus* autres contenus) auxquels les individus s'exposent interviennent dans la formation des croyances. Notamment, les personnes consacrant davantage de temps à la lecture de la presse écrite sur les sujets politiques et d'actualité ont une opinion plus favorable concernant l'impact économique de l'immigration que les individus qui consacrent du temps à d'autres contenus ; dans une moindre mesure, un effet similaire (particulièrement fort pour la France) s'observe s'agissant des émissions radiophoniques consacrées à l'actualité et à la politique. À l'inverse, les émissions de radio et de télévision consacrées à d'autres sujets influencent négativement les croyances concernant l'impact économique de l'immigration, l'effet étant nettement plus fort pour la télévision. Enfin, bien qu'elles n'affectent pas très fortement les croyances, les émissions de télévision consacrées à l'actualité et à la politique induisent des préférences plus négatives en matière de politique migratoire.

Les contenus médiatiques liés à l'actualité et à la politique semblent donc avoir un impact positif sur les croyances concernant les effets économiques de l'immigration, sauf lorsque le vecteur de communication est la télévision. Des choix éditoriaux sensationnalistes et les contraintes de temps dans l'exposition des sujets sont susceptibles de produire des discours simplificateurs sur la question de l'immigration, qui ne sont certainement pas étrangers aux résultats trouvés concernant ce dernier média.

Dans le double contexte d'une crise économique de longue durée et du vieillissement démographique qui caractérise la majeure partie des économies développées, un débat serein et productif sur les politiques migratoires réclame pourtant un traitement médiatique objectif et approfondi des problématiques économiques et sociales liées à l'immigration. La question n'est pas tant de chercher à obtenir un consensus dans l'opinion publique sur les questions d'immigration que d'améliorer la connaissance et la compréhension par le public des phénomènes migratoires et notamment de leurs impacts économiques, sociaux et culturels, afin de limiter le poids des croyances erronées et des idées reçues.

Publié dans laviedesidees.fr, le 18 décembre 2012

© laviedesidees.fr

Références bibliographiques

- Akdenizli, B., E. Dionne, M. Kaplan, T. Rosenstiel et R. Suro, 2008, *A Report on the Media and the Immigration Debate*, Brookings Institution, Washington.
- Benson, R., 2002, “The political/literary model of French journalism: Change and continuity in immigration news coverage, 1973-1991”, *Journal of European Area Studies* 10, 49–70.
- Benson, R. et A. C. Saguy, 2005 “Constructing social problems in an age of globalization: A French-American comparison”, *American Sociological Review*, 70, 233–259.
- Borjas, G. J., 2003, “The labor demand curve is downward sloping: Reexamining the impact of immigration on the labor market”, *Quarterly Journal of Economics* 118, 1335 – 1374.
- Card, D., C. Dustmann et I. Preston, 2012, “Immigration, wages and compositional amenities”, *Journal of the European Economic Association* 10, 78–119.
- Dustmann, C., T. Frattini et C. Halls, 2010, “Assessing the fiscal costs and benefits of A8 migration to the UK”, *Fiscal Studies* 31, 1–41.
- European Social Survey : <http://www.europeansocialsurvey.org/>.
- Esses, V. M., L. M. Jackson et T. L. Armstrong, 1998, “Intergroup competition and attitudes toward immigrants and immigration: An instrumental model of group conflicts”, *Journal of Social Issues* 54, 699-724.
- Esses, V. M., J. F. Dovidio, L. M. Jackson et T. L. Armstrong, 2001, “The immigration dilemma: The role of perceived group competition, ethnic prejudice, and national identity”, *Journal of Social Issues*, 57, 389–412.
- Facchini, G., A. M. Mayda et R. Puglisi, 2009, “Illegal immigration and media exposure: Evidence on individual attitudes”, Document de travail CEPR 7593.
- Hainmueller, J. et M. J. Hiscox, 2007, “Educated preferences: Explaining attitudes toward immigration in Europe”, *International Organization* 61, 399-442.
- Héricourt J. et G. Spielvogel, 2012, “How beliefs about the impact of immigration shape policy preferences: Evidence from Europe”, Document de Travail DIAL 2012-06
- Manacorda, M., A. Manning et J. Wadsworth, 2012, “The impact of immigration on the structure of wages: Theory and evidence from Britain”, *Journal of the European Economic Association* 10, 120– 151.
- Mayda, A. M., 2006, “Who is against immigration? A cross-country investigation of individual attitudes towards immigrants”, *The Review of Economics and Statistics* 88, 510-530.
- Mendelsohn, M. et R. Nadeau, 1996, “The magnification and minimization of social cleavages by the broadcast and narrowcast news media”, *International Journal of Public Opinion Research* 8, 374–389.
- Ottaviano, G. I. P. et G. Peri, 2012, “Rethinking the effect of immigration on wages”, *Journal of the European Economic Association*, 10, 152 – 197.
- Rowthorn, R., 2008, “The fiscal impact of immigration on the advanced economies”, *Oxford Review of Policy* 24, 560–580.
- Shaw, D. L. et S. E. Martin, 1992, “The function of mass media agenda-setting”, *Journalism Quarterly* 69, 902-920.
- Sides, J. and J. Citrin, 2007, “European opinion about immigration: The role of identities, interests and information”, *British Journal of Political Science*, 37, 477–504.
- Tsoukala, A., 2002, “Le traitement médiatique de la criminalité étrangère en Europe”, *Déviance et Société* 26, 61–82.